

Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 3 juillet 2020

Optimisation ciblée de la protection des végétaux

L'Union suisse des paysans salue la décision qu'a prise la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États de rejeter les deux initiatives visant les produits phytosanitaires. À la place, la commission plébiscite la réduction des risques découlant de ces produits au moyen d'une mise en œuvre rapide et intelligente de son initiative parlementaire.

Les membres de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États (CER-E) ont débattu des deux initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » : ils recommandent de les rejeter. En parallèle, les sénateurs veulent faire avancer rapidement leur propre initiative. Celle-ci prévoit de réduire de 50 % d'ici à 2027 les risques auxquels sont exposés les eaux de surface, l'eau potable et les habitats proches de l'état naturel à cause de l'utilisation de produits phytosanitaires, et, partant, de garantir une mise en œuvre contraignante des objectifs définis dans le Plan d'action Produits phytosanitaires. L'Union suisse des paysans (USP) salue ces décisions. Pour elle, les deux initiatives vont trop loin et ne tiennent pas compte de la demande. Leur acceptation affaiblirait de manière considérable l'approvisionnement indigène, et mettrait en péril de nombreux emplois en amont et en aval. À l'inverse, l'initiative de la CER-E permet d'optimiser de façon ciblée l'utilisation des produits phytosanitaires et d'en réduire les effets négatifs sur l'environnement. Une structure appropriée permettra d'atteindre ces objectifs sans nuire à l'approvisionnement de la population en produits de la région et sans devoir se rabattre sur les importations. Le secteur agricole applaudit aussi le fait que cette initiative veut améliorer la transparence dans l'utilisation des produits phytosanitaires.

L'initiative pour une eau potable propre encourage les importations et exporte les impacts sur l'environnement

Hier, la Station fédérale de recherche Agroscope a présenté une [étude](#) sur les effets qu'aurait l'acceptation de l'initiative pour une eau potable propre sur l'environnement. Cette étude repose sur différents scénarios et sur le calcul des écobilans. En raison du recul de la production indigène, il faudrait s'attendre à une diminution de l'impact environnemental imputable au secteur agricole suisse. Cependant, l'ampleur de cette baisse ne suffirait pas à compenser les effets de la hausse marquée que connaîtraient alors les importations : douze indicateurs sur quinze révèlent une aggravation des conséquences sur l'environnement. À l'heure actuelle, près de trois quarts des atteintes que porte la consommation à l'environnement ont lieu à l'étranger.

Renseignements :

Markus Ritter, président de l'USP, tél. 079 300 56 93

Martin Rufer, directeur de l'USP, tél. 078 803 45 54

www.sbv-usp.ch